

LE DEVOIR

VOL. LXXXIX - N° 236

MONTREAL, LE LUNDI 19 OCTOBRE 1998

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Joe le sage

Favori dans la course au leadership du Parti conservateur, Joe Clark offre au Canada sa sagesse, son expérience et les cicatrices que lui ont laissées ses échecs politiques comme lettres de créance attestant de sa capacité à diriger, et d'abord à garder uni, ce pays. Mais ne lui demandez pas de décrire les solutions qu'il propose. Il dit ne pas les avoir découvertes.

Dans son *Plaidoyer pour un pays mal aimé* publié en 1994, l'ancien et éphémère premier ministre du Canada, Joe Clark, relate le temps où il était connu, au Québec, sous le sobriquet de «Joe Binne». Se moquant de lui-même, acceptant volontiers que l'on fit sur lui des blagues de ce genre, il ajoute que, au moins, c'était là un progrès sur «Joe Who?» et qu'il n'a jamais subi au Québec, en 20 ans de vie politique, la méchanceté que les caricaturistes lui réservaient dans le reste du Canada.

Déjà, *Le Devoir* a dit de lui qu'il était le politicien canadien-anglais qui connaît le mieux le Québec. Est-il encore celui qui le connaît le mieux? En tout cas, il le connaît assez pour mesurer la force et pour comprendre les motivations du mouvement souverainiste, autant ses racines historiques que ses aspirations modernes, qui relèvent de la fierté et de la confiance plutôt que de l'insécurité et du ressentiment. Il a saisi mieux que bien des fédéralistes, même d'origine québécoise d'ailleurs, qu'une majorité de Québécois, sans tous prôner pour autant l'indépendance, n'ont plus de lien solide avec le Canada.

Ce n'est pas pour rien qu'il disait encore, mercredi dernier, lors de son passage au *Devoir*, que battre les souverainistes n'était pas suffisant pour garder le Canada uni. Il faut, disait-il, insuffler de l'enthousiasme pour le Canada. Dans son livre, il parlait de la nécessité de se fixer des objectifs communs. À Val-d'Or, en août, il évoquait une «vision nationale». Et il croit que son expérience politique antérieure fait de lui l'homme de la situation.

Mais pourquoi le croirait-on? Pourquoi cet homme, qui fut à l'origine de l'accord de Charlottetown en 1992, accord répudié par une majorité de Canadiens, saurait-il aujourd'hui, mieux qu'hier, trouver un terrain d'entente entre toutes les communautés, pour reprendre son vocabulaire, qui forment le Canada? Le fait d'avoir échoué avec Charlottetown, dit-il, lui donne un avantage. Il sait ce qui n'est pas faisable.

Mais surtout, il insiste: le référendum sur l'accord de Charlottetown a été un échec, mais pas la négociation. Cette négociation a conduit à une entente entre les provinces, les dirigeants autochtones et le gouvernement fédéral. C'est sur sa capacité à faire travailler ensemble les dirigeants des diverses composantes du Canada qu'il mise pour convaincre d'abord les militants conservateurs, et ensuite les Canadiens, qu'il saurait comment s'y prendre pour réussir.

Mais à plusieurs reprises durant l'entrevue qu'il nous accordait, M. Clark a dit modestement qu'il n'avait pas en main, aujourd'hui, la solution, la recette qui permettrait de créer cet enthousiasme pour le Canada.

Pourtant, l'aspirant chef conservateur a prononcé à Toronto, le 24 septembre, un discours dans lequel il esquissait les grandes lignes d'une solution. Il proposait un plan «qui met l'accent sur l'interdépendance économique et sociale de tous les éléments de la fédération, un plan qui met l'accent sur la nécessité d'un véritable partenariat fédéral-provincial dans l'élaboration des politiques, la prise des décisions et la gestion de l'union économique et sociale. Ce partenariat pourrait reposer sur un organisme de coopération, par exemple un conseil des premiers ministres».

En fait, M. Clark s'inscrit dans le courant qui domine actuellement chez les fédéralistes. La séparation des pouvoirs entre Ottawa et les provinces devient dans leur esprit, comme dans celui de M. Clark, plus ténue. La collaboration est de mise, sous un leadership fédéral incontournable. La recette de M. Clark, car il en a une même s'il prétend le contraire, c'est la recette de Jean Charest. L'idée, c'est de retrouver une volonté de vivre ensemble, *from coast to coast*, en déterminant conjointement, fédéral et provinces, les grands objectifs des politiques publiques au Canada, en matières sociales et économiques.

Voici une approche qui heurte de plein fouet la volonté traditionnelle des Québécois en faveur de l'autonomie du Québec au sein de la fédération.

Certes, M. Clark s'entendrait fort bien avec M. Charest et avec d'autres premiers ministres provinciaux. Mais ce nouveau schéma du fonctionnement de la fédération correspond-il aux vœux des Québécois? Rien n'est moins sûr.

En tout cas, aucun parti politique n'a encore pris le pouvoir au Québec avec une proposition de ce genre. Et en 1997, le Bloc québécois, qui prône une vision opposée, celle de la souveraineté, a remporté la majorité des sièges du Québec aux Communes. Est-ce avec cette approche que M. Clark pourrait ravir aux bloquistes les sièges dont il a besoin pour prendre le pouvoir?



MÉTÉO
Montréal
Nuageux avec éclaircies.
Max: 14 Min: 10
Québec
Ciel variable.
Max: 13 Min: 9
Détails, page A 5

INDEX

Annonces B 7 Les sports B 5
Avis publics..... B 3 Idées A 9
Culture B 8 Mots croisés... B 3
Économie..... B 2 Religion B 6
Éditorial..... A 8 Planète..... B 4
Le monde A 6 Télévision..... B 7
www.ledevoir.com

LES ACTUALITÉS

Les cols bleus boudent
Équipe Montréal,
page A 3



L'ENTREVUE

Susan George:
une voix discordante,
page B 1



LE MONDE

Sommet israélo-palestinien:
la pression de Clinton ne
suffit pas, page A 10

Le PLQ nouveau est arrivé

Jean Charest consacre le virage à droite de sa formation en attaquant Lucien Bouchard

MARIO CLOUTIER
LE DEVOIR

Saint-Jean — C'est un Parti libéral du Québec nouveau que Jean Charest compte présenter aux Québécois pendant la campagne électorale qui commence. Face à l'ambiguïté du Parti québécois quant à la souveraineté «peut-être», le chef libéral table sur «un vrai choix» à présen-

ter à l'électorat. C'est celui d'un parti renouvelé qui, dit-il, sortira des sentiers battus, en laissant au PQ les «vieilles formules» et en faisant profiter le Québec d'un nouveau Canada, dirigé par une nouvelle classe politique qui prône les nouveaux intérêts du Québec.

«Nous allons vous proposer quelque chose de différent, a-t-il déclaré devant ses militants et la population en général, quelque

chose de nouveau. Notre vision est différente de celle de nos adversaires, mais aussi différente de celle que l'on a partagée avec vous dans le passé.»

Dans un premier grand discours électoral d'une quarantaine de minutes, le chef libéral a nettement pris ses distances de son prédécesseur Daniel Johnson. Il a plutôt voulu renouer avec un passé libéral plus glorieux, celui de Jean Lesage. En effet, le

chef du PLQ n'hésite pas à comparer les changements qu'il propose à ce qui est survenu durant la Révolution tranquille. «Au moment où la Révolution tranquille a commencé, il y avait bien des gens au Québec qui résistaient à l'idée de changement. Il y a encore bien des gens qui vont résister aux changements qu'on leur propose. Ils vont

VOIR PAGE A 10: PLQ



MARTIN C. CHAMBERLAND LE DEVOIR

«Nous allons vous proposer quelque chose de différent, a déclaré Jean Charest devant ses militants, quelque chose de nouveau. Notre vision est différente de celle de nos adversaires, mais aussi différente de celle que l'on a partagée avec vous dans le passé.»

«Une tentative de démantèlement de l'État»

Landry fustige Charest

HÉLÈNE BUZZETTI
LE DEVOIR

Le vice-premier ministre du Québec et ministre d'État à l'économie, Bernard Landry, a répliqué sans détour aux nouvelles orientations du Parti libéral annoncées par Jean Charest ce week-end qu'il associe ni plus ni moins à une «tentative de démantèlement de l'État national» en rupture avec la tradition social-démocrate du Québec. Accusant le chef libéral d'être irresponsable en s'engageant à baisser de 10 % les impôts, M. Landry a refusé de promettre des réductions à tout prix dont il ne peut assurer qu'elles pourront être accordées sans endettier davantage la province.

«Alors que les grands pays occidentaux, face à l'angoisse de leur population par rapport à la mondialisation des marchés et des perturbations qu'elle crée, se tournent vers des gouvernements progressistes et font confiance à des gens comme Tony Blair, Lionel Jospin ou Schröder, Jean Charest nous propose Mike Harris comme modèle de développement. Il veut que nous remplacions la concertation, la discussion, les sommets par les manifestations, l'amertume sociale, les ruptures de contrat social que l'on a vus en Ontario. Il veut en pratique que nous céditions davantage de contrôle sur notre économie nationale, et qu'un peu à la manière de l'Ontario nous ayons une espèce d'économie de succursale, peu importe où sont les centres de décisions.»

Un virage à droite, donc, qui ne correspondrait pas aux désirs des québécois qui seraient encore «des gens progressistes». Pour étayer ses accusations, M. Landry a cité le rapport d'un groupe de travail sur l'économie et l'emploi soumis au PLQ recommandant le gel des dépenses du

«On ne peut pas ignorer que l'argent dans la SGF est emprunté à 5 ou 6 % d'intérêt et est investi à 8 ou 9 %, ce qui nous permet de dégager un surplus»

VOIR PAGE A 10: LANDRY

Attention politiciens: mentir ne paie pas!

Élections et promesses vont toujours de pair. La prochaine campagne québécoise n'y échappera pas. Les politiciens devront toutefois être sur leurs gardes car ils s'apprentent à affronter des citoyens qui se méfient plus que jamais d'eux. Selon une étude rendue publique la semaine dernière à Ottawa, les Québécois sont, contrairement aux préjugés de certains, les Canadiens les moins tolérants face aux mensonges, aux promesses non tenues et au favoritisme.

MANON CORNELIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Lucien Bouchard, Jean Charest, Mario Dumont et leurs troupes auront été avertis. Mentir ne paie pas en politique, surtout pas au Québec. Les Québécois souffrent, comme les autres Canadiens, d'une solide allergie aux stratagèmes et aux combines mais ils en souffrent de façon encore plus aiguë.

«Pour les politiciens, les promesses électorales sont un projet ouvert et négociable qui peut être ou non mis en œuvre selon l'évolution des données de bases et des options du gouvernement. Pour le public, des promesses sont des promesses, purement et simplement. Elles ne devraient jamais être formulées sans qu'il existe une volonté ferme de les respecter», préviennent les auteurs d'une étude sur l'éthique en politique, rendue publique vendredi à Ottawa.

Et au Québec, c'est 68 % des gens qui estiment qu'il n'est «jamais acceptable» de briser une promesse. «Quand il existe des différences régionales, les Québécois appa-

raissent comme les plus critiques. Ils semblent dire que le Québec est une société moderne qui impose des normes très élevées à ses politiciens», ont noté les cinq universitaires, dont le professeur André Blais de l'Université de Montréal.

Leur recherche, intitulée *A Question of Ethics, Canadians Speak Out* et publiée par Oxford University Press, s'appuie sur un sondage réalisé en janvier et février 1996 auprès de 1419 personnes qui ont été interrogées par téléphone pendant en moyenne 35 minutes.

Leurs conclusions devraient aussi servir de leçon aux libéraux fédéraux qui sont confrontés à plusieurs controverses. On pense aux propos du Solliciteur général Andy Scott au sujet de l'enquête sur les incidents de l'APEC, des questions soulevées par les derniers chiffres du ministre des Finances Paul Martin ou encore par ses véritables intentions à l'égard du surplus de l'assurance-emploi.

Les Canadiens veulent bien être tolérants face à

VOIR PAGE A 10: MENTIR

Entente harmonieuse à l'OSM

La grève des musiciens est terminée. La direction mise sur les dons promis.

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

En avant la musique. La grève des musiciens de l'Orchestre symphonique de Montréal est terminée. La direction et les musiciens de l'OSM se sont entendus cette fin de semaine sur les termes d'un nouveau contrat de travail qui prévoit des augmentations de cachets de 19 % réparties sur une période couvrant les années 1996-2002.

L'entente de principe est intervenue dans la nuit de samedi à dimanche, au terme d'un blitz de négociation amorcé jeudi dernier. L'accord a été entériné en assemblée générale, hier après-midi.

Grâce à ce contrat, en partie rétroactif, les musiciens de l'Orchestre symphonique de Montréal ont déjà acquis, depuis le mois dernier, la parité salariale avec leurs collègues de Toronto. À partir de septembre 1999, ils obtiendront une augmentation de 3 % par année. À la fin de l'entente, en 2002, le cachet hebdomadaire de base d'un

VOIR PAGE A 10: OSM

LES ACTUALITÉS

Des BPC à quelques mètres du pont Victoria

À lire, page A 2



WALT DISNEY PRODUCTIONS

• LES ACTUALITÉS •

Le président du Conseil consultatif de pharmacologie est formel

Les compagnies pharmaceutiques «travaillent l'opinion publique»

Elles veulent que leurs nouveaux produits soient sur la liste de l'assurance-médicaments

ROLLANDE PARENT
PRESSE CANADIENNE

Les compagnies pharmaceutiques ferrailent vigoureusement pour obtenir que leurs produits se retrouvent sur le marché canadien et soient ensuite placés sur la liste des substances dont les coûts sont couverts par l'assurance-médicaments. Elles n'hésitent pas à entreprendre des campagnes médiatiques de longue haleine où la rigueur scientifique cède souvent le pas au mélodrame.

C'est du moins l'avis du président du Conseil consultatif de pharmacologie (du Québec), Jean Cusson, qui considère que les compagnies «travaillent l'opinion publique» pour faire passer les coûts croissants des médicaments développés.

«C'est encore sorti cette semaine. Mme

Une telle a la maladie d'Alzheimer, elle aurait besoin de tel médicament miracle qui est sur le marché mais qui n'est pas remboursé», a raconté M. Cusson, pharmacologue, qui préside le conseil consultatif chargé de conseiller le ministre de la Santé et des Services sociaux sur l'intérêt d'ajouter tel ou tel médicament à la liste des médicaments dont les coûts sont remboursés par le programme d'assurance-médicaments.

Celui-ci souhaite que la population en arrive à mieux voir les enjeux et ne croit pas d'emblée que la substance dont on vante les mérites est aussi miraculeuse que le fabricant le prétend.

Cette prudence s'impose d'autant plus, de dire le spécialiste, que pour les médicaments qui arrivent sur le marché, «on a de moins en moins de preuves d'efficacité».

«Sur la base d'une étude de trois mois

ayant démontré des bénéfices secondaires, Ottawa a accepté l'ARICET il y a un peu plus d'un an pour traiter l'Alzheimer. Les fabricants n'ont jamais eu à prouver que les gens iraient moins dans les institutions et qu'ils auraient moins besoin d'encadrement. Ils n'ont pas encore prouvé que cet investissement vaut la peine», a fait valoir M. Cusson. Avec 100 000 Québécois qui pendant sept à dix ans prennent un médicament qui coûte 1500 \$ par année, on arrive à des coûts d'environ un milliard de dollars. «Est-ce qu'on va vraiment faire ça à partir d'une étude de six mois qui montre que sur trois échelles de mémoire, certains paramètres s'améliorent?», interroge le spécialiste. «Va-t-on utiliser des fonds publics pour un médicament pour lequel il y a un certain risque que le bénéfice attendu ne soit pas celui prévu?», a-t-il renchéri. M. Cusson rappelle que pour que la vente d'un médicament soit autorisée

au Canada, le fabricant doit fournir des preuves d'innocuité et d'efficacité à Santé Canada. Cependant, de souligner M. Cusson, le fédéral n'exige pas que la preuve d'efficacité soit faite en comparaison avec un autre traitement.

«La compagnie pharmaceutique peut, dans certains cas, démontrer l'efficacité de son produit par rapport uniquement à un traitement placebo. Quand arrive un nouveau médicament, c'est bien beau de savoir qu'il est meilleur que le placebo, mais nous devons savoir si le médicament est au moins aussi bon ou meilleur que les autres qui sont déjà là», a-t-il fait valoir.

«Assez souvent, les données qui ont servi à l'approbation fédérale du médicament sont insuffisantes pour nous permettre de prendre une décision de coût-efficacité relativement à ce qui existe déjà», a indiqué M. Cusson. Compte tenu de tout cela, le pharmacologue souhaite que

les gens comprennent les enjeux compliqués en cause et qu'ils ne croient pas que c'est une décision bêtement bureaucratique qui fait que le médicament qu'ils souhaitent prendre n'est pas remboursé.

Le Québec met à jour à tous les trois mois la liste de médicaments remboursés sur laquelle on retrouve actuellement 4000 médicaments (ce nombre comprend les teneurs et les marques de commerce différentes et les génériques). Sur les quelque 450 demandes d'inscription de médicaments par année, les trois quarts sont acceptés.

Les médicaments génériques, les copies sont presque automatiquement acceptées. Ceux qui sont refusés se trouvent du côté des nouvelles molécules pour lesquelles le Conseil consultatif de pharmacologie estime insuffisantes les preuves liées à leur valeur thérapeutique ou à la justesse de leur prix.

COLLOQUES & CONFÉRENCES

RENCONTRE DE LA POÉSIE ET DE L'HUMANISME: ALBERT SCHWEITZER ET JEAN-SÉBASTIEN BACH
Couvent Saint-Albert-le-Grand
19 octobre
Cercle: 279-2846

Albert Schweitzer (1875-1965), surtout connu pour son œuvre de médecin missionnaire en Afrique, fut également un théologien, un philosophe, un musicien et un musicologue de renom. Jean-Sébastien Bach (1685-1750), «le musicien-poète» ainsi qu'il le qualifiait, fut l'objet privilégié de sa ferveur esthétique. C'est à cette rencontre fascinante de deux grands humanistes que sera consacrée cette première soirée. Animateur: Stéphane Stapinsky, historien et mélomane.

L'EMPIRE DES WINDSOR
Centre Alexandre-de-Sève
20 octobre
Renseignements: 525-9600

En 1714, la couronne d'Angleterre passe à la famille allemande de Hanovre. Magali Deleuze en retrace l'histoire.

POUR DES ORGANISATIONS INTELLIGENTES: MÉTHODES ET OUTILS DE VEILLE
Université de Montréal
19 et 20 octobre
EBSI:
<http://www.fas.umontreal.ca/EBSI/varia/veille>

La veille comme pratique stratégique et formelle des organisations prend de plus en plus d'importance en Occident. Alors que la capacité à obtenir la bonne information au bon moment a un impact majeur sur la compétitivité et la performance des organisations, il est essentiel pour l'entreprise de maximiser sa capacité à obtenir l'information stratégique par une pratique de veille efficace. L'EBSI et le CRJIM invitent les entrepreneurs, les chercheurs et les étudiants à y assister.

FAUT-IL OU NON NUMÉRISER?
Centre AAQ
20 octobre
Martine Rousseau: (450) 635-6687

Certains sujets sont de plus en plus d'actualité devant la prolifération des systèmes informatiques, des banques de données et de l'échange de fichiers informatiques. La numérisation en est un. Faut-il ou non numériser, et si oui, comment? Danielle Drouin, de la Ville de Saint-Hyacinthe, vous informe.

GEORGES DE LA TOUR
Auditorium Saint-Albert-le-Grand
21 octobre
ACFXR: 332-4126

Michel Grenier vous fera découvrir ce magicien des ombres et des lumières qu'est Georges de la Tour. Son œuvre, divisée en scènes diurnes et nocturnes, nous donne une meilleure connaissance de l'homme depuis la découverte de tableaux inconnus jusqu'à tout récemment. De lui, on retiendra surtout les sujets épurés, se limitant à quelques personnages, souvent coupés à la taille.

BISEXUALITÉ - REPENSER LA PRÉVENTION
Université Concordia
22 octobre
Evelyne Abitbol: 848-4879

Le prestigieux sociologue militant brésilien vivant à Paris, Rommel Mendès-Leite, sera le premier invité du Cycle des conférences Concordia Glaxo-Wellcome sur le VIH-sida. Il traitera de l'importance problématique contemporaine de la bisexualité, particulièrement en relation avec les pratiques sexuelles et la prévention du VIH-sida. La conférence se déroulera en français.

LE PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT
Hôtel Crowne Plaza Métro-Centre
23 octobre
CRD: 987-6781

Edgar Pisani, Houchang Hassan-Yari, Sylvain Simard et plusieurs autres nous entretiennent des coûts de l'instabilité, des perspectives de sécurité, d'enjeux politiques, de la question de l'eau, de perceptions Orient-Occident et des rapports entre le Québec et les pays de la région aux plans politique, culturel et social. Une riche réunion d'experts et d'idées.

Isabelle Quentin :
iquentin@sim.qc.ca

Ottawa promet de tout faire pour préserver le système de santé

Calgary (PC) — Ottawa fera tout ce qu'il faudra afin d'empêcher qu'un régime de soins de santé à l'américaine ne soit implanté au Canada, a assuré le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, à Calgary, samedi soir.

ou plus d'argent, nous ferons ce qu'il faudra», a-t-il ajouté.



Allan Rock

«Le gouvernement du Canada fera le nécessaire afin de préserver et consolider le régime de santé», a déclaré M. Rock aux délégués de l'aile albertaine du Parti libéral du Canada. «Que cela implique

borné à dire.

Le fédéral va notamment réinvestir de l'argent dans le système de santé, bien que le ministre Rock ait refusé d'en préciser la somme ou le moment auquel ces injections de fonds auraient lieu. «Lorsque nous le pourrions, nous consacrerons ce que nous pourrions afin d'accroître les subventions à la santé», s'est-il

Néanmoins, M. Rock a fait la promesse de nouvelles initiatives destinées à préserver le système de santé jusqu'au nouveau millénaire. «Nous ne devons jamais penser que la Loi canadienne de la santé est à l'abri de toute attaque», a-t-il indiqué.

«Le Parti réformiste révoquerait la Loi canadienne de la santé [...] et la remplacerait par quelque chose qu'ils appelleraient "Medicare-Plus", et ils favoriseraient ce qu'ils qualifient de choix. Nous savons tous que cela cache un système de santé à l'américaine, à deux niveaux, que nous ne pouvons accepter dans ce pays.»

Bombardier lancera un nouvel avion d'affaires en 2002

AGENCE FRANCE-PRESSE

La firme canadienne Bombardier, troisième avionneur civil au monde, a annoncé hier son projet de produire un biréacteur d'affaires de huit places qui devrait être mis en service en 2002.

Le projet de ce nouvel appareil, le Continental Jet, a été dévoilé par le président de Bombardier, Laurent Beaudoin, dans le cadre d'un salon de l'aviation d'affaires à Las Vegas (Nevada).

«Ce sera un produit complémentaire aux bi-réacteurs qu'offre déjà Bombardier dans le segment en plein essor des avions d'affaires à réaction de catégorie moyenne-grande», a indiqué M. Beaudoin, dans un communiqué publié à Montréal, siège de la firme, qui présente la plus vaste gamme d'avions d'affaires à réaction dans l'industrie.

L'appareil devrait pouvoir transporter six à huit passagers sur une distance de 3000 milles nautiques sans escale, par exemple pour une traversée du continent américain. S'ajoutant aux cinq autres types d'avions d'affaires de Bombardier, il s'intercalera entre le Challenger 604, pouvant transporter de cinq à dix-neuf passagers sur 4000 milles nautiques, spécialisé dans les voyages transatlantiques, et le Learjet 60 capable de transporter jusqu'à dix passagers sur 2500 milles nautiques.

AlliedSignal de Phoenix (Arizona) fournira les nouveaux moteurs AS907 du Continental Jet.

Une décision finale sur le lancement du programme devrait être rendue le printemps prochain, en fonction des engagements de clients potentiels. Les appareils pourront être vendus en multipropriété.

Dans la même catégorie des avions d'affaires, Bombardier a commencé en mai dernier la livraison des premiers Learjet 45, un avion 8/9 places d'un rayon de 2186 milles nautiques. Par ailleurs, dans le secteur des avions régionaux, l'entreprise a annoncé le mois dernier au salon de Farnborough (GB) son intention de mettre au point une nouvelle série d'avions dans la caté-

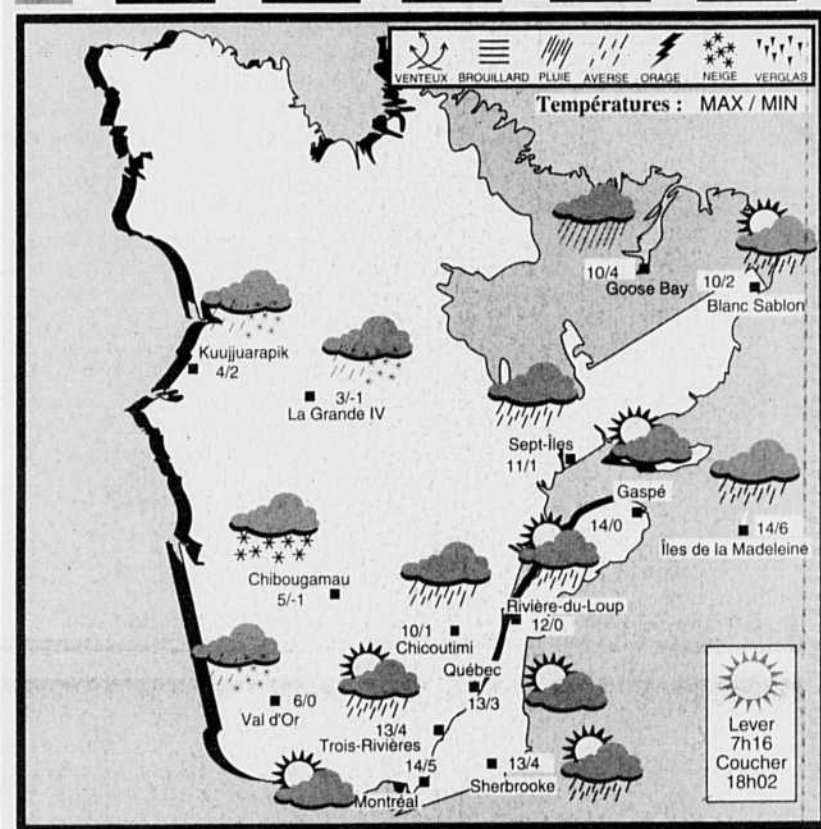
gorie des 90 places. Le lancement officiel du programme est prévu pour l'année prochaine.

Bombardier Aéronautique est le troisième avionneur civil au monde. La firme est spécialisée en outre dans le matériel de transport sur rail et, de façon marginale, les produits récréatifs (motoneiges et motomarines). Les résultats financiers de la compagnie sont régulièrement en hausse. Pour le trimestre clos le 31 juillet dernier, ils étaient en hausse de 25 % par rapport à la même période en 1997.



LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
MONTRÉAL	max 14	min 5	max 11	1/9	1/9



	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
QUÉBEC	max 13	min 3	max 9	1/7	0/8

	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
OTTAWA	max 12	min 1	max 9	0/8	-1/9

Météo-Conseil 1 900 565-4455
Frais applicables
La météo à la source
Environnement Canada

Demain dès 11 h 15

Ils enterrent la hache de guerre

En direct de Kahnawake

CKAC 730

RADIO MÉDIA

Le pouvoir des mots

Chef Billy Two Rivers

Gilles Proulx



LE DEVOIR

ACTUALITÉS

«Nous sommes dans la dernière ligne droite»

Les négociateurs israéliens, palestiniens et américains se rencontrent à nouveau aujourd'hui pour prolonger les discussions

AGENCE FRANCE-PRESSE

Wye Mills — Négociateurs israéliens, palestiniens et américains vont se rencontrer à nouveau aujourd'hui pour prolonger les discussions qu'ils ont depuis jeudi à Wye Plantation (Maryland) sur les moyens de relancer le processus de paix au Proche-Orient, bloqué depuis 19 mois.

Malgré la pression intense exercée par le président Bill Clinton et plusieurs membres du cabinet américain, Israéliens et palestiniens n'ont pu boucler hier cette négociation au sommet, comme les responsables américains l'espéraient. «Nous pensons qu'il est dans l'intérêt du processus de paix et des deux parties de poursuivre les discussions», a annoncé hier soir le porte-parole du département d'Etat James Rubin.

Il a précisé que le secrétaire d'Etat Madeleine Albright continuera aujourd'hui de conduire les négociations. Il n'était pas en mesure de dire avec certitude si Bill Clinton, qui doit regagner la Maison-Blanche hier soir, serait de retour aujourd'hui à Wye Plantation.

«Nous sommes dans la dernière ligne droite [...] nous avons un sentiment d'urgence et nous essayons de la trans-

mettre» aux deux camps, avait auparavant déclaré Rubin.

Les choses, avait-il dit, évoluent «rencontre après rencontre» et un éventuel accord dépendra «de la volonté politique des deux parties de prendre des décisions difficiles».

Le président Bill Clinton, arrivé en fin de matinée pour sa troisième intervention personnelle en quatre jours dans les négociations, a d'abord rencontré pendant quarante minutes les deux ministres israéliens qui ont rejoint hier les discussions, Ariel Sharon (Affaires étrangères) et Yitzhak Mordehai (Défense). Accompagné du vice-président Al Gore, il a ensuite déjeuné avec le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou, avant de rencontrer le président palestinien Yasser Arafat. Ce dernier a profité de ses loisirs, et de la douceur de l'été indien, pour se livrer à un passe-temps qu'on ne lui connaissait pas: la bicyclette. Keffieh au vent, il a pédalé pendant une heure et demie dans les allées du parc de Wye Plantation, suivi à grand peine par ses gardes du corps.

La méthode choisie par Washington pour rapprocher les positions des deux camps prend du temps. Selon des responsables palestiniens, négociateurs américains et pa-

lestiniens ont élaboré un projet de compromis sur plusieurs des points litigieux, que Clinton a transmis à Nétanyahou au déjeuner. Nétanyahou et Arafat ne se sont plus vus en tête-à-tête depuis vendredi.

La négociation tourne autour du deuxième retrait de l'armée israélienne de Cisjordanie. Les deux camps sont d'accord en principe sur son ampleur — 13,1 % de la Cisjordanie — mais pas sur les mesures anti-terroristes qui l'accompagneraient. Selon les Palestiniens, des progrès ont été faits avec les médiateurs américains sur ce point, de même que sur une aide économique supplémentaire pour les territoires palestiniens autonomes et sur le troisième et dernier retrait militaire israélien prévu par les accords d'Oslo de 1993.

La définition de ce retrait serait laissée à un comité israélo-palestinien qui présenterait ses conclusions dans les six mois. Mais M. Nétanyahou a refusé de s'engager sur une date par crainte d'irriter l'aile droite de sa coalition gouvernementale. Il propose un retrait de 1 % seulement, rejeté par M. Arafat. Aucun accord non plus n'est en vue sur le sort des 3500 palestiniens en prison en Israël que M.

Arafat veut faire libérer progressivement.

L'arrivée de MM. Sharon et Mordehai pourrait accélérer une décision sur les mesures anti-terroristes. M. Nétanyahou peut difficilement se passer du feu vert de ce général qui a fait de la sécurité d'Israël son cheval de bataille.

Bill Clinton a décidé de mettre tout son poids dans la balance pour arracher un accord. Il avait déjà passé dix heures samedi dans le centre de conférence isolé en pleine nature où les négociateurs sont réunis à huis clos et sous haute surveillance. Madeleine Albright, le conseiller du président pour la sécurité nationale Samuel Berger, le coordinateur américain pour le Proche-Orient Dennis Ross et le directeur de la CIA George Tenet sont aussi sur place.

Selon la deuxième chaîne de télévision israélienne, l'ambiance était tendue au déjeuner Clinton-Nétanyahou, les Israéliens rejetant plusieurs des idées du projet de compromis américano-palestinien.

La télévision a cité Yitzhak Molkho, un des proches collaborateurs de Nétanyahou, qui a affirmé: «Nous sommes revenus un mois et demi en arrière par rapport aux accords qui étaient intervenus avec les Américains».

PLQ

«M. Bouchard n'est pas un homme libre»

SUITE DE LA PAGE 1

dire qu'on ne peut pas toucher [aux acquis] et qu'il faut continuer comme avant.»

Le PLQ compte donc proposer aux Québécois un plan de croissance économique «conservateur», basé sur des baisses d'impôt, la réduction du rôle de l'Etat et une participation accrue du secteur privé. Il retient d'ailleurs de la Révolution tranquille l'occasion qu'elle a donnée aux hommes et femmes d'affaires d'ici de réaliser leurs rêves.

«Il faut être capable d'assumer ces succès-là et de passer à autre chose. La Révolution tranquille chez nous c'était quelque chose, ça a été réussi, mais maintenant il faut assumer cette réussite-là pour en faire autre chose.»

Jean Charest dit avoir un seul objectif: faire en sorte qu'on soit «les meilleurs au Québec» parmi les plus performants de notre économie. Cela résume d'ailleurs le slogan de la campagne libérale qui a été dévoilé hier et qui se retrouvera sur tous les panneaux et affiches publicitaires du PLQ au cours des prochaines semaines: «Pour un Québec plus fort».

Référendum

Prononçant son discours de clôture devant quelques centaines de militants enthousiastes hier au Conseil général du PLQ à Saint-Jean-sur-Richelieu, M. Charest s'en est pris verbalement à ses adversaires politiques, traitant le ministre Bernard Landry de «sa magnificence» et «sa suffisance». Il a longuement souligné les ambiguïtés qui continuent d'émailler le discours du premier ministre Bouchard quant à la tenue d'un prochain référendum sur la souveraineté.

«M. Bouchard n'est pas un homme libre. [...] Il doit parler de souveraineté. En ce sens-là, le chef de M. Bouchard est simple. Ou il sera chef du Parti québécois et parlera de souveraineté à chacun de ses discours pen-

dant la campagne; ou il n'en parlera pas et il sera le chef de qui et de quoi?»

Il somme M. Bouchard d'expliquer aux Québécois durant la campagne électorale ce que sont réellement les conditions gagnantes pour le prochain référendum. Le PLQ offrira, lui, un autre choix à l'électorat.

«Comme le disait si bien M. Parizeau, on n'a pas l'intention de vivre dans le monde du peut-être, de «flagosser». [...] Si on choisit de voter pour un gouvernement libéral, il n'y en aura pas de référendum.»

Bientôt, explique le chef libéral il n'y aura donc plus d'ambiguïté sur l'avenir du Québec, contrairement à ce qu'entretient le chef du parti québécois Lucien Bouchard, à qui il oppose constamment les propos de l'ancien premier ministre Jacques Parizeau. M. Charest croit que l'avenir du Québec doit être réglé une fois pour toutes.

«Quand on aura réglé cette affaire-là, ce choix-là, on saura à quoi s'en tenir pour tout ce qui entoure les grands choix du Québec. On n'a pas le droit d'être ambigu. On ne peut pas constamment jouer au chat et à la souris non plus. Il faut à un moment donné se brancer. C'est trop important et les conséquences sont trop lourdes.»

Même si il qualifie Lucien Bouchard d'homme et de politicien «très habile» et qu'il dit le respecter beaucoup, Jean Charest ne voit pas la bataille électorale comme un match sans merci entre lui et le chef du PQ. L'électorat choisira ultimement, selon lui, qui servira le mieux les intérêts du Québec. Là-dessus, il rappelle que son approche bénéficie d'appuis considérables au Canada même s'il refuse de s'en prendre directement au premier ministre canadien Jean Chrétien.

Médias

Samedi, le chef libéral s'en est plutôt pris aux médias et aux titres «faciles» des articles décrivant son plan de croissance économique comme une recette inspirée par le

chef conservateur Mike Harris en Ontario. Parlant d'un plan «fait sur mesure» pour le Québec et de son refus d'appliquer des mesures toutes faites, M. Charest n'a pas du tout pris le fait d'être comparé à un leader que les Québécois n'ont pas en odeur de sainteté. Pourtant, même s'il dit refuser les étiquettes, il continue de citer le premier ministre ontarien en modèle.

Sachant que son discours «conservateur» fera toutefois bondir les centrales syndicales, qui attendent beaucoup du gouvernement lors des prochaines négociations du secteur public, il a vite remis hier au rang des forces québécoises, la fonction publique.

«Il faut le dire de temps en temps. Pour réussir dans l'économie du Québec, il faut aussi y avoir à l'intérieur de la fonction publique des hommes et des femmes qui sont motivées, d'une très grande compétence.»

Répondant aux questions de ses militants la veille, le chef du PLQ a expliqué qu'il ne pourrait pas refaire l'histoire à la tête du gouvernement. Ainsi, il ne saurait rendre aux municipalités l'argent de la facture de 375 millions prélevée l'an dernier. Mais il promet de donner aux villes les moyens d'assumer leurs responsabilités accrues. Le même jour, les militants libéraux ont adopté une quarantaine de résolutions devant servir à alimenter leur programme électoral. Ils ont parlé d'éducation notamment en réclamant la fin des compressions budgétaires. Le PLQ veut assurer le financement en se basant sur des indicateurs de performance.

Au primaire, les libéraux souhaitent que la scolarisation des enfants commence dès la maternelle. En outre, ils pensent que l'anglais devrait être enseigné dès la première année. Le seul véritable débat concernait une proposition des jeunes libéraux de tenir les élections à date fixe. Après un vote, les libéraux ont décidé de renvoyer cette résolution à la commission politique.

MENTIR

SUITE DE LA PAGE 1

un politicien qui refuse de répondre ou ment au sujet de sa vie privée. Les personnes interrogées ont même tendance à se ranger derrière le politicien plutôt que les médias dont elles critiquent le rôle en matière de vie privée.

Mais leur indulgence s'arrête là. Mentir dans le cadre de leurs fonctions et au sujet des affaires publiques vaut aux politiciens une désapprobation quasi unanime. «La malhonnêteté autour d'enjeux de fond provoque toujours des retombées politiques délébiles. Ce que l'étude montre, c'est que les électeurs insistent beaucoup pour qu'on leur dise la vérité, peu importe les conséquences.»

L'équipe de chercheurs a entrepris cette enquête afin de mieux comprendre les attentes des citoyens et d'en informer les politiciens afin de freiner l'érosion constante de la confiance du public. Selon leur sondage, 20 % des gens ne font pas du tout confiance au Parlement et 34 % ont à peine confiance. Seulement 5 % expriment beaucoup de confiance.

«Ultimement, si les gens perdent foi dans le système politique, ils auront tendance à s'écarter de la politique dans son ensemble. Ils cesseront de faire des efforts pour s'informer, prendre position ou même voter. La démocratie ne peut pas bien fonctionner si la population ne s'en soucie pas», écrivent les auteurs.

Les problèmes d'éthique en politique forment, au-delà de cas clairs prévus dans le code criminel, une zone grise empreinte d'ambiguïté.

Ainsi, en matière de favoritisme, les répondants sont moyennement d'accord pour qu'un député aide un militant local à obtenir un emploi subalterne au gouvernement. Cela mine pourtant la neutralité exigée de la fonction publique. Par contre, 64 % jugent inacceptable de nommer un partisan au poste de président de Radio-Canada.

Ils sont encore plus critiques face à la nomination des juges. Ils préféreraient que leur choix soit laissé à un comité non partisan. Là encore, les

Québécois se révèlent comme les moins tolérants face au favoritisme. «Cela pourrait en surprendre plusieurs étant donné les anciennes traditions de favoritisme de la province. Cependant, les Canadiens se sont fait rappeler régulièrement que le Québec des années 90 n'est pas celui des années précédant la Révolution tranquille, période durant laquelle semblent s'être forgés les stéréotypes», indiquent les auteurs.

Ils ont aussi tenté de cerner la perception des citoyens face aux conflits d'intérêts et aux cadeaux et avantages dont peuvent jouir les députés. Chaque fois, la sévérité était au rendez-vous. Pour les auteurs, certains jugements montrent toutefois que les citoyens connaissent mal les contraintes de la vie des élus. Par contre, ces derniers affichent une méconnaissance tout aussi importante du seuil de tolérance de leurs électeurs.

Les universitaires ont donc cru utile de cerner quelques règles d'or auxquelles devraient se soumettre les politiciens. D'abord, ils ne devraient pas se soucier de l'invasion de leur vie privée. «Gardez vos amis mais gardez-les loin des coffres de l'Etat» serait une meilleure ligne de conduite.

Les députés devraient, même s'ils ont parfois raison, ne pas se plaindre de leur salaire ou de leurs conditions de travail. Ils doivent d'abord reconquérir la confiance des citoyens et la meilleure façon d'y parvenir est de faire leur travail avec diligence.

Les politiciens devraient écouter la population au lieu des journalistes. Et plutôt que de s'adresser uniquement aux médias, ils devraient parler aux citoyens à travers ces médias. Un code de conduite quelconque qui préciserait les règles du jeu en matière de conflit d'intérêts ferait beaucoup pour restaurer la confiance.

Et surtout, «ne faites jamais une promesse que vous ne comptez pas, ne devriez pas ou seriez incapables de tenir. Rien ne nuit davantage à votre réputation. Vous finissez par avoir l'air d'un menteur ou d'un imbécile», concluent les auteurs.

Qu'on se le tienne pour dit.

LANDRY

SUITE DE LA PAGE 1

gouvernement dans les programmes pour quelques années à l'exception «d'injections nécessaires d'argent» pour les services de santé et d'éducation.

«Cela veut dire que c'est la fin de la capacité de l'Etat d'agir dans les programmes de formation d'Emploi Québec, le programme de la politique jeunesse, l'action communautaire, la nouvelle politique familiale, le programme d'innovation — par exemple tout ce qu'on a fait pour le multimédia. Ça signifie couper dans les programmes d'appui à l'exportation alors que le Québec exporte 55 % de sa production.»

Lorsqu'on lui a rappelé que son gouvernement avait coupé des milliards de dollars en éducation et en santé et que l'orientation sociale-démocrate du Parti québécois était de plus en plus remise en question, Bernard Landry a répondu que lui et ses collègues étaient «des progressistes à gestion rigoureuse».

«Être de gauche, ce n'est pas favoriser le désordre, le gaspillage et l'endettement des générations futures. Nous avons géré l'Etat à la manière des progressistes occidentaux. Nous n'avons pas dit moins d'Etat, mais mieux d'Etat.»

Quoiqu'il se soit refusé à ramener le débat à une lutte personnelle, M. Landry a toutefois décoché une flèche envenimée à l'endroit de Jean Charest en mettant sérieusement en doute ses compétences économiques, en particulier dans le dossier de la Société générale de financement dont Charest voudrait se réapproprier les fonds pour subventionner ses promesses de baisses d'impôts.

«Je dis aux libéraux qu'ils ont remplacé leur leadership par pire que ce qu'ils avaient. Daniel Johnson avait un MBA à Harvard et ne confon-

dait pas le compte d'exploitation avec le compte d'investissement et Robert Bourassa n'aurait pas fait cela non plus. On ne peut pas ignorer que l'argent dans la SGF est emprunté à 5 ou 6 % d'intérêt et est investi à 8 ou 9 %, ce qui nous permet de dégager un surplus. Si on reprend cet argent, on ne peut pas le passer dans les dépenses courantes. Il doit retourner au service de la dette. Autrement, c'est faire une dépense avec de l'argent que l'on n'a pas.»

«On ne peut pas dire n'importe quoi en campagne électorale quand on aspire à être premier ministre.»

Le vice-premier ministre a également descendu en flammes la promesse du chef du Parti libéral de réduire les impôts des entreprises et des «grosses sociétés» de 1,2 milliard de dollars en cinq ans. «Notre fiscalité des entreprises n'est pas inadéquate, elle n'est pas déficiente», a-t-il défendu, associant par ailleurs à la pensée magique l'idée que les réductions d'impôts promises par Jean Charest relanceraient l'économie de la province.

«Au Québec le PNB est de 200 milliards et M. Charest veut retourner un demi-milliard. C'est comme si on remettait un dollar à une personne qui a un revenu de 400 \$ en lui disant que cela relancerait ses dépenses.»

Bernard Landry promet que tout surplus ira principalement à des baisses d'impôts, mais il ne veut pas s'engager à promettre un pourcentage précis ni même un échancier.

«L'essentiel de nos surplus ira aux individus et aux PME, mais pas aux grosses sociétés», ajoutant que c'était «à partir du déficit zéro que la marge de manœuvre» commençait à se bâtir. «Ce ne serait pas très honnête de donner des chiffres précis alors que nous n'avons pas encore l'argent. On ne promettra pas ce qu'on n'a pas.»

OSM

SUITE DE LA PAGE 1

musicien montréalais sera de 1325 \$ pour 46 semaines de travail par année.

La grève a été déclenchée le 26 septembre à minuit et aura finalement duré trois pleines semaines, soit environ la moitié du temps du dernier conflit de travail important, en 1977. Cette fois, les musiciens ont d'abord réclamé une hausse salariale de 38 %, ramenée ensuite à 27 %. La contre-offre de la direction proposait une augmentation de 9 %.

Plusieurs concerts ont été annulés au cours de ces 22 jours de silence forcé. L'Orchestre sera de retour, dès mardi soir, pour une série de deux concerts, à la salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts. De plus, l'OSM a confirmé sa présence annuelle au Carnegie Hall de New York, le week-end prochain, avec la pianiste Martha Argerich.

Les deux parties se sont déclarées satisfaites de la nouvelle entente qui comprend aussi de nombreux ajustements normatifs. Elles conviennent toutefois que de nombreux défis attendent encore l'organisation, notamment parce que la direction a engagé des fonds qu'elle n'est pas encore absolument assurée de recevoir.

«Nous sommes soulagés mais nous comptons plus que jamais sur l'appui de la communauté montréalaise et québécoise qui, au cours des deux dernières semaines, a signifié clairement son désir de maintenir à Montréal un orchestre de calibre international», a déclaré hier soir Mme Michelle Courchesne, directrice générale de l'OSM. «C'est ce même appui qui nous a permis de prendre le risque de nous engager sur une période de quatre ans. On a multiplié les rencontres pendant les derniers jours et nous avons eu des témoignages suffisamment importants pour prendre ce risque.»

Par contre la directrice refuse de dévoiler maintenant la teneur exacte de cet «appui». Elle explique toutefois que le gouvernement du Québec, tout en ne s'engageant pas à injecter de nouveaux fonds dans l'Orchestre, a assuré «que

des moyens seront développés pour inciter la communauté des affaires à donner davantage».

Michelle Courchesne explique alors que l'OSM annoncera dès cette semaine des «mesures très concrètes» pour augmenter son financement. «Avec le règlement du conflit, les équipes de commandite, de communication, de collecte de fonds de même que celle du Fonds de dotation de l'OSM auront maintenant les coudees franches pour aller chercher de nouvelles sources de revenus pour l'Orchestre», dit-elle. Mais la situation demeure précaire et il faut maintenant que la communauté montréalaise manifeste concrètement son appui, par l'entremise de dons, de commandites, etc.»

Le maestro Charles Dutoit mise aussi sur ces promesses à tenir. «Cette prise de conscience ne doit pas faiblir car la santé de notre orchestre demeure fragile, a-t-il déclaré dans le communiqué émis hier. En démocratisant la musique classique, l'OSM a su la rendre accessible à tous. C'est donc à tous que je réitère aujourd'hui mon appel pour qu'un appui massif, soutenu et sans équivoque lui soit apporté. C'est seulement ainsi que je pourrai mener l'OSM au XXI^e siècle.»

L'altiste Jean Fortin, président du Comité de négociation, juge de son côté que l'entente «permettra aux musiciens de poursuivre leur travail dans des conditions acceptables». La convention collective a été complètement retouchée et plusieurs clauses normatives importantes sont maintenant entièrement refondues.

Les musiciens obtiennent par exemple deux sièges d'observateurs au conseil d'administration de l'orchestre. Ils vont également être consultés sur les horaires de répétition mais vont par contre devoir s'exécuter le vendredi et le samedi soirs, ce qui n'était pas acquis auparavant. «Il y avait une sorte de culte du silence ici vous savez, résume le musicien. Des mécanismes sont mis en place pour favoriser la communication entre nous. Il reste toutefois encore énormément de travail à faire. Les problèmes sont énormes et il faut maintenant que les engagements de la communauté se concrétisent.»

Harris déclare la guerre aux syndicats

Ottawa (PC) — Le premier ministre conservateur de l'Ontario Mike Harris a promis toute une panoplie de nouvelles mesures politiques pour la prochaine campagne électorale, une campagne qui sera une véritable déclaration de guerre aux syndicats. L'Assemblée annuelle de trois jours du Parti conservateur, qui a pris fin hier, devrait donc être la dernière avant les élections, et les organisateurs n'ont pas manqué leur chance d'encourager les troupes et d'identifier clairement leur véritable ennemi. Pas le Nouveau parti démocratique ou le Parti libéral, a in-

diqué le président du PC, Peter Van Loan, mais les riches syndicats qui ont juré de faire battre Harris dans une véritable «guerre de tranchées».

C'est une bonne stratégie que d'identifier les syndicats comme l'ennemi et c'est probablement une perception réaliste, a estimé le consultant en politique Graham Murray, qui assistait à l'assemblée en tant qu'observateur. «Je pense que cela réussira à fouetter les membres et fera en sorte qu'ils comprennent bien... qu'ils pourraient être confrontés à une opposition beaucoup plus forte des syndicats du secteur public, des fédérations d'enseignants et autres, a dit M. Murray.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

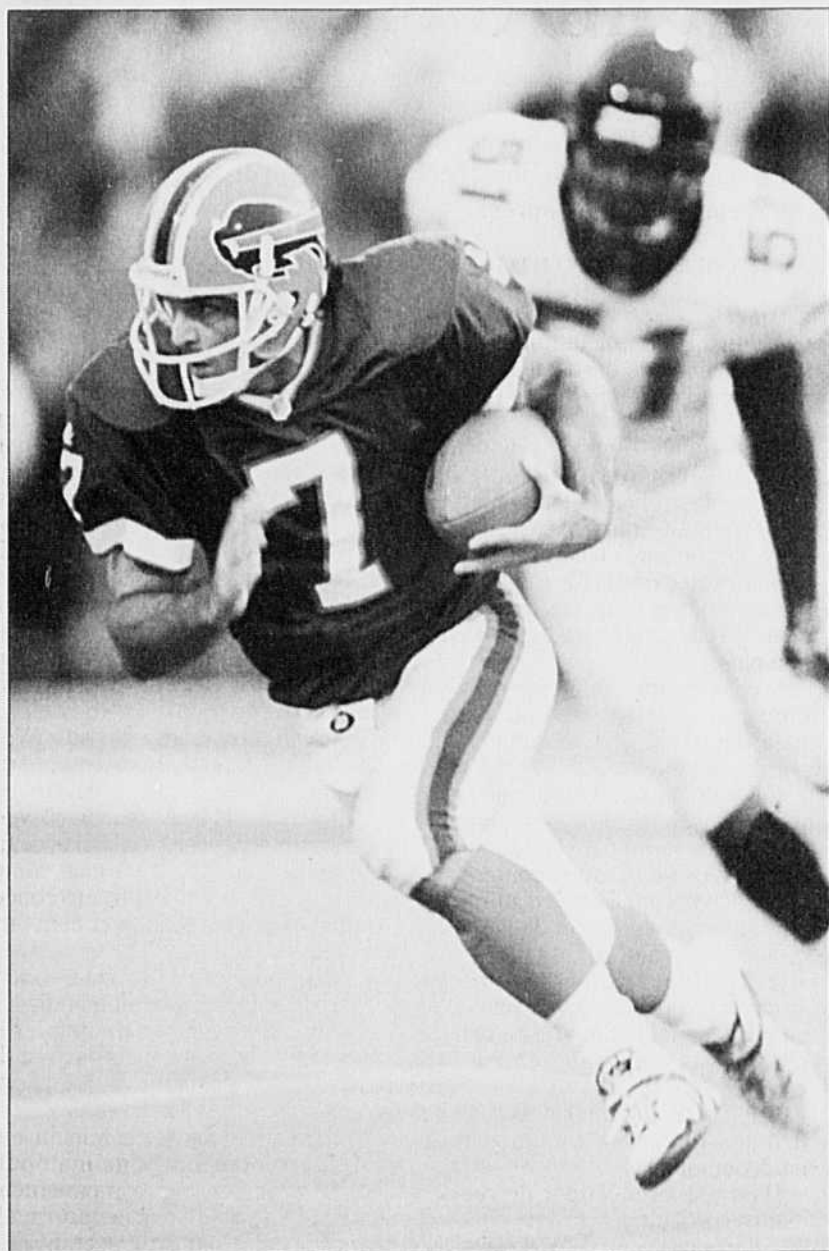
Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal. Bibliothèque nationale du Québec.

LE DEVOIR

LES SPORTS

Dans la LNF



La course de Flutie (7) vers l'extérieur sur une distance d'une verge, alors qu'il ne restait que 13 secondes avant la fin du match, a permis hier aux Bills de Buffalo de disposer des Jaguars de Jacksonville au compte de 17-16.

Flutie mène les Bills à une victoire surprise

ASSOCIATED PRESS

Doug Flutie a encore réussi. Avec ses jambes, cette fois, lors d'un jeu raté. La course de Flutie vers l'extérieur sur une distance d'une verge, alors qu'il ne restait que 13 secondes de match, a permis hier aux Bills de Buffalo de causer l'une des plus importantes surprises de la saison en disposant des Jaguars de Jacksonville, vaincus jusqu'ici, au compte de 17-16.

Flutie, qui en était à son premier départ dans la NFL en neuf ans — lui qui a passé les huit dernières années dans la Ligue canadienne —, avait marqué l'imagination en 1984 avec sa longue passe désespérée pour un touché qui avait permis à Boston College de battre Miami, une autre surprise.

Hier, après avoir peiné durant une bonne partie du match, Flutie a réussi les jeux décisifs.

Tirant de l'arrière 16-10, les Bills (3-3) ont repris possession du ballon avec moins de deux minutes à faire. Flutie a rejoint Thurman Thomas sur deux courtes passes avant d'en compléter une longue à Eric Moulds sur 38 verges. Le touché semblait confirmé, mais les arbitres ont jugé — avec raison — que les deux genoux de Moulds ont touché au sol lorsqu'il plongeait vers la zone de but.

Sur un quatrième jeu et une verge à faire, Flutie devait remettre le ballon à Thurman Thomas, mais ce dernier n'a pas entendu la commande en raison de la foule qui hurlait. Il a alors foncé au centre. Flutie ne s'en est nullement formalisé.

Il s'agissait du troisième touché de Flutie dans la NFL, son dernier (1988) se voulant également un touché gagnant sur une course de 13 verges pour permettre aux Patriots de vaincre les Colts. Il a terminé la rencontre avec une fiche de 18-en-39 pour 228 verges.

«Nous n'aurions jamais dû laisser faire un tel jeu», a déclaré l'entraîneur des Jaguars (5-1), Tom Coughlin, qui fut l'entraîneur des quarts quand Flutie était à la base. Mais il l'a fait et il faut lui rendre le mérite qui lui revient.

Tombeurs de géants, les Bills remportaient une deuxième victoire face à une équipe vaincue cette saison. Ils avaient disposé de Steve Young et des 49^{es} de San Francisco il y a trois semaines.

Vikings 41 Redskins 7

Randall Cunningham a dirigé deux passes de touché et Leroy Hoard en a inscrit deux autres sur des courses au sol, hier, alors que les Vikings du Minnesota ont marqué 41 points consécutifs lors d'un éclatant triomphe de 41-7 face aux minables Redskins de Washington.

Les Vikings (6-0), qui connaissent leur meilleur début de saison depuis 1975, ont renversé Gus Frenotte derrière sa ligne de mêlée cinq fois. Minnesota demeure la seule formation invaincue dans l'Association nationale.

Falcons 31 Saints 23

En dépit de la perte du quart Chris Chandler, les Falcons d'Atlanta ont vaincu les Saints de la Nouvelle-Orléans 31-23, hier, avec le vétéran quart Steve DeBerg aux commandes.

Chandler a été blessé aux côtes et à l'épaule gauche à la fin de la première demie, mais DeBerg, âgé de 44 ans, a brillamment pris la relève.

La défensive des Falcons (5-1) a neutralisé les Saints (3-3) lors des deux derniers quarts et ils ont même marqué un touché sur un retour d'interception de 25 verges d'Eugene Robinson.

DeBerg a complété sept de ses 10 tentatives de passes pour 60 verges et il a mené les Falcons à un touché à la suite d'une poussée de 50 verges au quatrième quart.

Giants 34 Cardinals 7

Danny Kanell a récolté un sommet personnel de 259 verges de gains et trois touchés, hier, alors que les Giants de New York ont connu leur meilleur match en attaque de la saison dans une victoire 34-7 face aux Cardinals de l'Arizona.

Les Giants (3-4) ont amassé 390 verges d'attaque totale et leur unité défensive a été solide, notamment le plaqueur Robert Harris qui a réussi 2,5 des huit sacs de son équipe.

Les Cardinals (3-4) subissaient un 14^e revers en 15 rencontres au Giants Stadium. Jake Plummer, victime de deux interceptions, n'a dirigé qu'une seule séquence valable en attaque avant d'être remplacé par Dave Brown.

Steelers 16 Ravens 6

Malgré l'absence de Jerome Bettis et la léthargie prolongée de Kordell Stewart, les Steelers de Pittsburgh ont battu les Ravens de Baltimore 16-6, hier, lors d'un affrontement plutôt moche.

Les Steelers (4-2) ont juste assez bien fait pour l'emporter, eux qui n'ont pas inscrit plus de 20 points lors de l'une ou l'autre de leurs victoires cette saison.

Mais les Ravens (2-4), qui avaient les devants 6-3 à la demie, n'ont pas été fous de marquer un seul point en deuxième portion de rencontre pour un deuxième match de suite.

Buccaneers 16 Panthers 13

Les Buccaneers de Tampa Bay ont effacé un déficit de 10 points au quatrième quart, hier, pour infliger une sixième défaite de suite aux Panthers de la Caroline.

Trent Dilfer a décoché une passe de 29 verges à Karl Williams avec 1:39 à faire pour couronner la remontée. John Casay a raté un botté de précision de 47 verges pour les Panthers qui aurait créé l'égalité avec cinq secondes à faire. Les Buccaneers (3-3) présentent une fiche de .500 pour la première fois de la saison alors que les Panthers (0-6) ont maintenant subi huit revers de suite en tenant compte de la fin de la dernière saison.

Le Canadien affronte Chicago ce soir

Qu'attend Koivu pour se mettre en marche ?

FRANCOIS LEMENU
PRESSE CANADIENNE

Les joueurs du Canadien ont pu profiter d'un congé dominical pour se remettre du match de samedi contre les Sabres de Buffalo. Un match dur, joué avec intensité. Une rencontre qui a aussi laissé des traces.

Dave Manson a dû retraiter au vestiaire à la deuxième période, victime d'une élongation musculaire à la hanche. Turner Stevenson, courageux, est parvenu à terminer la rencontre malgré une profonde coupure à un bras.

«C'est vraiment dommage pour Manson», a dit Scott Thornton après le match. Il me disait qu'il y a longtemps qu'il ne s'était pas senti aussi bien.

Cela n'augure rien de bon pour le match qui opposera le Canadien aux Blackhawks de Chicago, ce soir, au Centre Molson. Samedi, le Tricolore a dû affronter Buffalo privé de deux éléments. Shayne Corson souffre d'une contusion à une côte, tandis que Patrice Brisebois soigne des maux de dos.

Et voilà que les Blackhawks arrivent en ville après avoir vaincu les Stars de Dallas, peut-être la meilleure formation de la Ligue nationale.

Où est Saku ?

Pour l'emporter, le Canadien devra obtenir un effort de chacun. En particulier de Saku Koivu, qui tarde à se mettre en marche. En quatre matchs, le Finlandais a été limité à un but et une passe. Contre Buffalo, il n'a réussi qu'un maigre tir au but malgré 29 présences et près de 24 minutes de glace. C'est peu comme contribution pour un joueur qui vient de signer une entente de trois ans de plus de 10 millions. De plus, le petit joueur de centre était sur la patinoire lorsque Vaclav Varada a marqué le but de la victoire au milieu de la troisième période.

«Je suis en excellente forme», a-t-il pourtant affirmé après le match inaugural contre les Rangers. «Il y a deux ans, j'avais fait de la musculation au cours de l'été et mon poids avait augmenté. J'étais plus lourd et j'avais perdu un peu de rapidité. Mais cette an-

née, j'ai retrouvé mon poids idéal.»

Koivu a raté une bonne partie du camp d'entraînement pour des raisons de contrat. Cela pourrait expliquer son lent départ même s'il s'est entraîné en Finlande avec son ancienne équipe de Turku.

Le capitaine

Jusqu'ici, le Canadien profite du rendement du trio Brunet-Damphousse-Stevenson. Ces trois joueurs ont encore une fois excellé contre Buffalo. Le capitaine Vincent Damphousse a marqué un but en plus de préparer ceux de Benoit Brunet et de Vladimir Malakhov. Mais pour l'emporter, le Tricolore devra aussi miser sur la contribution de son premier trio.

Mark Recchi (six passes en quatre matchs) n'a rien à se reprocher. Mais on ne peut en dire autant de Koivu et Corson. Il est temps que ces deux joueurs passent de la parole aux actes. Le directeur général Réjean Houle a fait sa part à leur offrant de généreux contrats. A eux de prouver qu'ils méritent tout cet argent.

McCleary est heureux comme un poisson dans l'eau à Montréal

FRANCOIS LEMENU
PRESSE CANADIENNE

On ne peut trouver joueur plus heureux que Trent McCleary dans le vestiaire du Canadien. Invité au camp d'entraînement, cet attaquant a suffisamment attiré l'attention du personnel d'entraîneurs pour mériter d'entreprendre la saison à Montréal. Il a d'ailleurs participé à trois des quatre premiers matchs de l'équipe.

«C'est fantastique d'être ici», dit ce sympathique athlète natif de la Saskatchewan. «Je suis de retour dans la Ligue nationale et je me retrouve dans la plus prestigieuse organisation du hockey.»

McCleary avait entendu dire que le Canadien traitait ses joueurs aux petits oignons. Il s'est vite rendu compte qu'il ne s'agissait pas de bobards.

«Ici, tout est de première classe. Les joueurs sont vraiment choyés. On ne manque jamais de rien. Il y a tout un personnel pour s'occuper de nous. Le responsable de l'équipement a un adjoint, qui a lui-même un adjoint.»

«On a aménagé une petite cuisinette où les joueurs peuvent déjeuner le matin, poursuit-il. La salle de musculation est très bien équipée, il y a des saunas et des bains turquoises. On voyage en vol privé et les repas qu'on nous sert sont excellents. Je sais de quoi je parle pour avoir passé par d'autres organisations.»

McCleary n'a pas apprécié sa dernière expérience. A la fin de l'été, il a conduit de Swift Current jusqu'à Boston pour se faire dire par les Bruins qu'on ne voulait plus de ses services. Il avait pourtant tenté de rejoindre la direction des Bruins avant de partir mais sans jamais obtenir de réponse.

Un joueur détesté

McCleary est un des joueurs les plus détestés de la ligue. Il possède un style fougueux. Il semble aussi connaître tout le répertoire des coups salauds. Il a pourtant été accueilli comme un frère à son arrivée à Montréal.

«Les gars ont été extraordinaires. Je me suis tout de suite senti intégré à l'équipe. Des joueurs comme Mark Recchi me demandaient quand j'allais si-

gnier mon contrat. Ils avaient hâte que toutes ces histoires se règlent. D'autres m'ont offert de les accompagner après les entraînements pour casser la croûte. J'ai vraiment apprécié.»

Le joueur de centre âgé de 26 ans dit bien s'entendre avec Alain Vigneault, qu'il a bien connu à Ottawa.

«Vigneault comprend les joueurs de hockey, dit-il. Il sait que les saisons sont longues, que les joueurs accumulent une fatigue autant morale que physique. Nous apprécions vraiment ces journées de congé qui nous permettent d'oublier le hockey pendant quelques heures. C'est pourquoi les joueurs ont toujours hâte de venir au Centre Molson même si nous nous entraînons depuis déjà six semaines.»

McCleary ignore ce que l'avenir lui réserve. Il vit toujours à l'hôtel, l'équipe ne lui ayant fait aucune promesse. Le retour éventuel de Brian Savage et Martin Rucinsky pourrait signifier son renvoi à Fredericton.

«Je dois faire mes preuves à chaque soir, dit-il. Pour l'instant, on me donne l'occasion de me faire valoir. Je ne peux en demander davantage.»

Yankees 9 Padres 3

Ashby donne sept points en deux manches

ASSOCIATED PRESS

New York — Les Yankees de New York ne sont plus qu'à deux victoires de conclure en beauté leur saison de rêve.

Une solide performance au monticule d'Orlando Hernandez combinée à une attaque de 16 coups sûrs ont permis aux Yankees de l'emporter 9-3 hier contre les Padres de San Diego et de s'emparer d'une avance de 2-0 dans la Série mondiale.

Dans l'histoire de la Série mondiale, 75 % des clubs ayant remporté les deux premiers matchs ont enlevé les grands honneurs. Le troisième match de la série sera présenté demain à

San Diego. Les Yankees enverront David Cone au monticule. Il sera opposé à Sterling Hitchcock.

Hernandez, le demi-frère de Livan, le joueur par excellence de la Série mondiale de 1997 avec la Floride, a bien espacé six coups sûrs en sept manches. Il a lancé avec l'aplomb d'un vétéran, enregistrant sept retraits au bâton. Après avoir donné un simple à John Vander Wal à la deuxième manche, il a retiré les 10 frappeurs suivants.

Les Padres ont réussi à remplir les buts contre lui à la septième mais Hernandez est parvenu à se tirer d'impasse en forçant le redoutable Greg Vaughn à frapper une faible

chandelle à l'arrêt-court.

Les Yankees ont rapidement donné le ton au match en inscrivant trois points dès la première manche. Une erreur de Ken Caminiti leur a ouvert toute grande la porte.

Bernie Williams a porté la marque à 6-0 à la manche suivante en réussissant son premier circuit en éliminatoires. Le vis-à-vis d'Hernandez, Andy Ashby, ne l'avait tout simplement pas. Il a cédé sa place à Brian Boehringer à la troisième manche après avoir donné un double d'un point à Ricky Ledee. En seulement deux manches et deux tiers, il a cédé sept points, dont quatre mérites, sur 10 coups sûrs.

Championnat CART

Une autre victoire pour Zanardi

ASSOCIATED PRESS

Surfers Paradise, Australie — L'Italien Alessandro Zanardi a profité d'un arrêt aux puits pour devancer l'Écossais Dario Franchitti et filer vers la victoire dans la 18^e et avant-dernière épreuve de la série de championnat CART FedEx qui s'est déroulée à Surfers Paradise, en Australie.

La course, écourtée de 65 à 62 tours, s'est terminée sous drapeau jaune.

Pour Zanardi, qui rejoindra le cirque de la Formule un en 1999 au sein de l'écurie Williams, il s'agissait d'une septième victoire cette saison, lui qui est déjà sacré champion de la série pour une deuxième année consécutive.

«Samedi, j'ai éprouvé de problèmes avec la boîte de vitesses», a dit Zanardi. «J'étais déçu de lui [Franchitti] céder la position de tête après les qualifications. Mais ce circuit semble être fait sur mesure pour moi. Je suis très content de sortir d'ici avec la victoire.»

Zanardi, qui fêtera ses 32 ans vendredi, a célébré sa victoire en effec-

tuant cinq tête-à-queue volontaires au volant de sa Reynard-Honda. La troisième place est allée au Brésilien Christian Fittipaldi, suivi de l'Américain Scott Pruett et du Finlandais JJ. Lehto.

Sept voitures n'ont pas terminé la course après des accrochages en piste, dont celles des anciens vainqueurs de l'épreuve Michael Andretti (1994), Paul Tracy (1995), Jimmy Vasser (1996) et Bobby Rahal.

Greg Moore, de Maple Ridge (C.B.) et Patrick Carpentier, de Joliette, tous deux de l'équipe Player's, ont terminé respectivement huitième et neuvième. Tracy, de Toronto, a été classé 23^e.

Zanardi accusait moins d'une seconde de retard sur Franchitti quand les deux ont choisi de s'arrêter aux puits au 13^e tour à la suite d'une sortie de piste du Mexicain Michel Jourdain Jr.

Quand les deux coureurs, sur Reynard-Honda, sont sortis des puits, c'est Zanardi qui détenait une légère avance, priorité qu'il n'a plus jamais cédée.

«Notre course se résume malheureusement à cet arrêt», a déclaré Franchit-

ti qui est parti de la première position. Nous avons laissé Alex prendre les devants et plus rien n'a fonctionné par la suite.»

Carpentier heureux

En terminant neuvième, Carpentier, parti de la huitième rangée en 16^e position, a ramené son premier résultat dans les points depuis sa septième place récoltée le 9 août sur le circuit routier Mid-Ohio.

«Je suis surtout heureux d'avoir terminé la course dans les points», a-t-il dit. Nous avons débuté la course avec un mauvais jeu de pneus, mais la voiture roulait très bien. Les deux derniers drapeaux jaunes [55^e et 60^e tours] m'ont coûté quelques positions car ni Lehto, ni Fernandez, ni Pruett n'ont été obligés de faire un autre arrêt en fin de course.»

Au classement des pilotes, Zanardi a ajouté à son avance et cumulé 271 points contre 160 pour Franchitti et 148 pour Vasser. Moore occupe la cinquième place avec 124 points et Carpentier est 19^e avec 27.

HOCKEY

LIGUE NATIONALE

Samedi
Buffalo 4 Montréal 3
Philadelphie 1 Caroline 1
Ottawa 3 Nashville 1
Edmonton 4 New Jersey 2
N.Y. Rangers 3 Pittsburgh 3
Chicago 4 Dallas 3
N.Y. Islanders 1 St. Louis 0
Vancouver 4 Toronto 1

Hier
Calgary 0 Detroit 2
Washington 4 Tampa Bay 1
Colorado 5 Los Angeles 5
Boston à San Jose

Aujourd'hui
Chicago à Montréal, 19h.
Nashville à Toronto, 19h30.
Boston à Phoenix, 22h.

BASEBALL

SÉRIE MONDIALE

Samedi, 17 octobre
San Diego 6 New York 9.

Hier
San Diego 3 New York 9
(New York mène la série 2-0)

Demain
New York à San Diego, 20h20.

Mercredi, 21 octobre
New York à San Diego, 20h20.

Judi, 22 octobre
x-New York à San Diego, 20h20.

Samedi, 24 octobre
x-San Diego à New York, 20h.

Dimanche, 25 octobre
x-San Diego à New York, 19h55.

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

Vendredi
Hamilton 34 Saskatchewan 31

Samedi
Montréal 38 Toronto 28

Hier
Winnipeg 23 Calgary 39
C.-B. 31 Edmonton 7

LIGUE NATIONALE

Judi
Green Bay 20 Detroit 27

Hier
Arizona 7 New York Giants 34
Baltimore 6 Pittsburgh 16
Caroline 13 Tampa Bay 16
Cincinnati 14 Tennessee 44
Jacksonville 16 Buffalo 17
N.-Orléans 23 Atlanta 31
Washington 7 Minnesota 41
Indianapolis 31 San Francisco 34
Philadelphie 10 San Diego 13
St. Louis 0 Miami 14
Dallas 12 Chicago 13

Lock-out dans la NBA

L'arbitre tranche le litige aujourd'hui

ASSOCIATED PRESS

New York — L'arbitre John Fiebrick décidera aujourd'hui si la NBA doit respecter les contrats garantis de quelque 200 joueurs même si un lock-out a été décrété par les propriétaires du basketball majeur le 29 juin dernier.

Si l'arbitre donne raison aux joueurs, les propriétaires devront verser environ 800 millions en salaires garantis. Si c'est le cas, ils ont promis d'interjeter appel. La ligue a d'ailleurs déjà intenté une poursuite visant à déterminer la légalité des jugements portés par Fiebrick.

«Si nous gagnons, ça servira de tonique aux joueurs», a commenté le directeur de l'Association des joueurs Billy Hunter. «Mais je ne crois pas qu'il y aura lieu de célébrer parce que ça ne signifie pas la fin du lock-out.»

«Le jugement dira qu'ils [les propriétaires] doivent payer un certain nombre de joueurs, mais on sait déjà que la décision sera portée en appel. Ils vont tout faire pour éviter de payer.»

«D'une manière ou d'une autre, les joueurs ne recevront pas de chèque de paye le 15 novembre.»

Si l'arbitre donne raison aux propriétaires, les joueurs auront perdu la seule carte maîtresse qui leur restait dans ce conflit qui perdure depuis le 29 juin et qui a déjà causé l'annulation des matchs hors concours et le report des premières rencontres prévues au calendrier régulier.

Les négociations sont rompues depuis mardi dernier et aucune rencontre n'est prévue pour cette semaine. La plupart des joueurs engagés pour la saison 1998-99 devaient recevoir un premier chèque de paie le 15 novembre.

EN BREF

DiMaggio à l'écoute

(AP) — Le légendaire Joe DiMaggio repose toujours à l'hôpital où il soigne une pneumonie, mais il a quand même vu le premier match de la Série mondiale entre les Padres et les Yankees à la télévision. DiMaggio, qui est âgé de 83 ans, a regardé le match en compagnie de son ami et conseiller Morris Engelberg. «Il croit que les Yankees vont l'emporter en quatre», a rapporté Engleberg.